

Opération Sirli : zones d'ombres et soupçons de manipulation

Selon le média [Disclose](#), l'aide militaire de Paris apportée à l'Égypte à partir de 2016 afin de lutter contre le terrorisme aurait été détournée par Le Caire pour bombarder des civils se livrant à la contrebande dans l'ouest du pays. Les membres de la direction du renseignement militaire (DRM) envoyés en Égypte auraient à plusieurs reprises alerté leur hiérarchie, sans que rien ne soit fait. Ces révélations se fondent sur des documents classifiés communiqués au média par une source secrète. La France se voit donc accusée de collusion avec le régime d'Al-Sissi. Eric Denécé, fondateur et directeur du Centre Français de Recherches sur le Renseignement ([CF2R](#)) nous apporte son éclairage.

Entretien conduit par Peggy Porquet

Fild : Quelle est l'importance de cette fuite d'informations classifiées ?

Eric Denécé : Elle est bien sûr dommageable, car il s'agit de nombreux documents secrets provenant du ministère des Armées, notamment de la Direction du renseignement militaire, et du ministère des Affaires étrangères. C'est l'illustration que la France est également touchée par cette nouvelle « tendance » de « lanceurs d'alerte » au sein des armées, puisque le ou les responsables de ces fuites n'ont pas hésité à alerter la presse, estimant que l'action conduite était contraire à la vocation et aux valeurs de notre pays. Mais attention : celui ou ceux qui ont révélé ces informations secrètes ne sont pas Snowden, bien qu'ils essaient de bénéficier de cette image. Une enquête de sécurité va donc être déclenchée par la Direction du renseignement et de la sécurité de Défense (DRSD), car s'il peut être légitime de dénoncer des abus, lorsqu'il y en a, celui ou ceux qui ont transmis ces informations au média ont commis une faute professionnelle. La quantité des documents réunis prouve clairement qu'il y a eu préméditation.

Fild : Quel est le sérieux des accusations de *Disclose* ?

Eric Denécé : Il convient tout d'abord de rappeler que *Disclose* bénéficie d'une notoriété relative, et surtout qu'il n'est pas neutre. Il est connu pour ses positions antimilitaristes et son soutien aux pseudo « révolutions arabes », notamment celle qui, en Égypte, a porté au pouvoir les Frères musulmans – mouvement dont sont issus tous les groupes terroristes sunnites djihadistes – dans des conditions plus que discutables. Cela explique donc à la fois la recherche du scoop, afin de gagner en notoriété, et les attaques contre l'assistance apportée par la France au régime « honni » du président Al-Sissi. En effet, les preuves avancées, bien qu'étant pour le moins discutables, sont systématiquement interprétées à charge par le média. Tout d'abord, l'analyse des documents publiés par *Disclose* montre que « la source » ne bénéficie que d'une partie des informations sur l'opération qu'elle dénonce. Cette connaissance partielle ne lui permet pas d'avoir une vue d'ensemble des opérations pendant cette période. S'il n'est pas contestable que les notes de la DRM alertent sur des risques de dérives dans l'utilisation du renseignement par son partenaire, la source ne sait pas de quels autres renseignements disposent les Égyptiens grâce à leurs propres services, et qui les amènent à effectuer leurs frappes. L'avion de surveillance français n'est évidemment pas leur seule source d'information sur cette zone que Le Caire surveille depuis des années. Elle ne connaît pas non plus le nombre d'opérations conduites par l'armée égyptienne et la proportion de celles qui auraient été déclenchées à partir de renseignements français. Par ailleurs, lorsque l'on connaît le processus de transmission des informations (surveillance aérienne, puis

station/sol, puis transmission aux Égyptiens, etc...), parler de « frappes en temps quasi réel » à partir de renseignements français semble pour le moins excessif. Enfin, on ne sait pas ce que les autorités françaises ont dit aux Égyptiens et si ces derniers en ont tenu compte. Ainsi, la source n'a vu qu'une partie des choses... ou bien n'a pas encore tout révélé !

Fild : La manière dont sont présentés les faits dans ce « scoop » est donc discutable ?

Eric Denécé : Oui. La série d'articles de *Disclose* sur cette opération est assez confuse et très partielle, pour plusieurs raisons :

- Le média prétend livrer un scoop quant au rôle de la compagnie d'aviation CAE Luxembourg, alors que cela est [connu](#) et décrit dans les [médias spécialisés](#) depuis plusieurs années.
- Il n'y a aucune preuve tangible pour le moment de liens directs entre la surveillance de l'avion léger de surveillance et de renseignement (ALSR) français et les frappes égyptiennes, ni sur les effets de celle-ci. Il ne s'agit pas de le nier, mais il convient d'en apporter les preuves. Or, l'article se fonde sur un seul témoignage. Il conviendrait de déterminer comment la source a eu connaissance des effets de ces frappes, notamment du nombre de victimes, alors qu'elle n'était pas sur le terrain.
- Surtout, ses allégations quant au nombre de pick-up détruits et de victimes sont plus que sujettes à caution. Selon *Disclose*, la France « pourrait être impliquée » dans dix-neuf bombardements entre 2016 et 2018, qui « auraient fait des centaines de victimes civiles ». Le média estime également – sur quelle base ? – que près de 60 000 personnes ont pu être tuées dans les opérations de l'armée égyptienne... C'est donc paradoxalement la preuve que l'Égypte dispose d'un appareil de renseignement très développé et ne se repose que très partiellement sur l'aide fournie par la France... laquelle ne s'élève qu'à un seul avion !

Fild : Qui sont ces trafiquants ciblés par les frappes égyptiennes ?

Eric Denécé : Sur ce point également, la présentation de *Disclose* est totalement orientée : affirmer qu'il n'y pas de liens entre contrebande et terrorisme sur la frontière occidentale de l'Égypte est un mensonge. Les trafiquants transportent indistinctement des armes, de la drogue, des migrants comme divers produits de contrebande, dont parfois du riz pour alimenter le marché noir. *Disclose* essaie de faire passer ces groupes largement criminels pour des pauvres gens démunis qui vont chercher des aliments en Libye ou dans les autres États du Sahel, lesquels sont tous en guerre et à un niveau de développement économique inférieur à celui de l'Égypte. Par ailleurs, présenter les trafiquants comme des « civils » est un abus évident de langage afin de créer de la confusion... Terroristes et criminels sont en effet des civils, mais pas des innocents pour autant ! Ainsi, *Disclose* s'appuie sur des vidéos de trafiquants postées sur Internet, montrant les pick-up en feu, et leur accorde du crédit. De plus, les cartes confidentielles illustrant l'article indiquent les lieux des frappes aériennes égyptiennes, mettant en lumière le fait qu'elles se sont produites bien loin des centres d'habitation, à proximité de la frontière libyenne, en plein désert.

Fild : Quelle menace représente la zone frontalière avec la Libye pour la sécurité de l'Égypte ?

Eric Denécé : L'Égypte connaît une menace terroriste élevée et de nombreux trafics d'armes sur ses frontières (Libye, Sinaï, Gaza) alimentent les divers groupes djihadistes. Si l'essentiel des combats ont lieu dans le Sinaï – dont la configuration géographique est favorable aux insurgés –, cela ne veut pas dire que la zone frontalière avec la Libye est un havre de paix. Rappelons que la Libye est la principale source du trafic d'armes en Afrique du Nord et au Sahel depuis la chute de Kadhafi et le pillage de ses stocks d'armement. Rappelons également que l'Est de la Libye a été le foyer et le refuge du Groupe islamique combattant libyen (GICL), avant de devenir celui de l'État islamique et que le Djebel Akdhar et la région de Dernah et Al-Baïda sont des fiefs islamistes. Certes, depuis quelques années, la zone a été reprise en main par le Maréchal Haftar, mais cela ne signifie pas qu'il la contrôle entièrement, ni que les infiltrations de djihadistes vers l'Égypte aient cessé. La frontière égypto-libyenne est très longue – plus de 1 100 kilomètres – et très difficile à contrôler. Ce sont des kilomètres de zones désertiques. C'est, depuis des temps ancestraux, la principale route des trafiquants du Sahel vers l'Égypte... et des membres des Frères musulmans. Rappelons que ces derniers, bien qu'ils aient été « étrillés » par le régime d'Al-Sissi, n'ont pas abandonné l'idée de conquête du pouvoir, y compris par la force armée. Ce sont de véritables islamistes radicaux qui ont déjà assassiné un président égyptien (Sadate, 1981).

Fild : Peut-on y voir une opération de déstabilisation de la France ?

Eric Denécé : Malheureusement, on ne peut l'écarter. *Disclose*, les médias et les ONG qui reprennent cette histoire stigmatisent la France dans cette opération où, dans le pire des cas, elle ne peut être critiquée que pour une utilisation abusive des renseignements par son partenaire égyptien.

Il convient donc de s'interroger sur le but de cet article. Outre la recherche du scoop et le militantisme politique de *Disclose*, il vise à perturber les ventes d'armes à l'Égypte... au profit conscient ou inconscient de nos concurrents.

C'est aussi indéniablement une attaque directe contre le régime égyptien d'Al-Sissi qui a mis un terme à l'intermède nocif des Frères musulmans, et qui a su rebâtir d'étroites relations avec la France avec Al-Sissi.

Je n'ai pas souvenir que *Disclose* et ses journalistes aient pris la défense des coptes égyptiens victimes d'attentats et de la persécution des Frères musulmans, ni qu'ils aient rapporté la manière dont Morsi livrait des secrets d'État égyptiens à ses parrains turcs et qataris qui l'appuyaient pour déstabiliser le pays, etc. Leur indignation est donc très sélective.

Fild : Quelle suite peut-il y avoir à cette affaire ?

Eric Denécé : Jusqu'à preuve du contraire, il convient de rester prudent et de vérifier la réalité des faits rapportés par *Disclose*, puis d'attendre les résultats des enquêtes du ministère de la Défense et du parlement sur ce sujet.

De Peggy Porquet